

S-30, si on l'adoptait, établirait beaucoup de précédents. Un certain M. Reid a témoigné devant ce comité, il est surintendant des banques, et il a souligné de façon très précise le fait qu'une importante société financière tentait de se transformer actuellement en une banque. Ce fait-là résulte de la politique du gouvernement qui a eu pour conséquence de stimuler la concurrence au sein du système bancaire. Monsieur le président, cela démontre une seule chose, savoir que dans le système bancaire actuellement d'aucuns diront qu'il y a trop de concurrence, d'autres, qu'il n'y en a pas assez, mais cela n'est que secondaire. Ce qui est important, c'est la raison pour laquelle IAC veut se transformer en banque. C'est parce que c'est un commerce qui est pas mal mieux qu'une société de finance.

Monsieur le président, si les gens savaient exactement ce qui se passe dans le système bancaire, ils ouvriraient leurs yeux de façon incroyable. Monsieur le président, beaucoup de gens et plusieurs députés, particulièrement mes vis-à-vis, croient que c'est le gouvernement qui contrôle l'argent dans notre pays, mais ce n'est pas vrai, ce sont les banques à charte qui contrôlent l'argent, l'émission de l'argent et du crédit dans notre pays. Ce n'est pas le gouvernement. Ce n'est pas non plus le ministre des Finances (M. Macdonald) qui contrôle l'émission de la monnaie et du crédit.

Le ministre des Finances, les membres du Cabinet contrôlent la vie des citoyens dans de nombreux domaines. Ils contrôlent les subventions. Ils encouragent le chômage. Ils contrôlent l'inflation. Ils contrôlent les salaires des ouvriers. Ils contrôlent, selon eux, certains prix. Ils mettent à l'amende les compagnies qui veulent donner des augmentations de salaire à leurs employés. Ils contrôlent les gens par l'impôt. Ils contrôlent le Parlement aujourd'hui avec l'article 75C du Règlement. Le gouvernement contrôle politiquement la vie des citoyens canadiens à tous les niveaux, de la naissance à la mort. Et ce même gouvernement ne contrôle pas une «cenne» noire du système bancaire. Il est à la solde du système bancaire.

Monsieur le président, c'est là un point fondamental et aucun de mes vis-à-vis est capable de prouver le contraire de ce que j'avance. C'est évident. On n'a qu'à écouter le président de la Banque Royale.

● (1720)

Je lisais cet après-midi son plus récent discours dans lequel il attaque le gouvernement dans sa politique inflationniste. Cela en vue de sauver la face, parce qu'il n'y a aucun article dans la loi à ce sujet. On remarquera également que dans la loi anti-inflation, le gouvernement contrôle les ouvriers. Il contrôle les prix d'une certaine façon, il énerve tout le monde et il méprise la négociation, toute négociation possible entre travailleurs et ouvriers. Mais, monsieur le président, ce même gouvernement refuse catégoriquement de contrôler les taux d'intérêt. On permet l'abus. On laisse les banques créer l'argent systématiquement 16 fois leur volume, à moins d'erreur, c'est au moins un minimum: 16 fois leur volume.

Monsieur le président, on leur permet d'établir des taux d'intérêt. On force les gens à rembourser à la banque capital, intérêts, et intérêts sur capital de l'argent qui n'existe pas. On permet un commerce ou un «racket» entre ces banques-là. On leur permet d'acheter les bons d'épargne et de contrôler les municipalités et même le gouvernement fédéral, mais on laisse les taux d'intérêt à la hausse. Qui paie encore? C'est le citoyen canadien, c'est le journalier. Que vient donc faire une nouvelle banque dans ce «portrait»? Absolument rien de plus, si ce n'est une supposée plus grande concurrence. Or, tout le monde sait que

dans le système bancaire il n'y en a pas de concurrence, il n'y a que des noms de diverses banques, mais il s'agit du même groupe de gens, c'est la même parenté, c'est un monopole.

Quand une banque hausse son taux d'intérêt, l'autre le fait; quand une augmente les taux d'intérêt sur dépôt, l'autre le fait; quand une les réduit, qu'il y a restriction, l'autre le fait. C'est un monopole purement et simplement, qui est protégé par les libéraux, qui est encouragé par les libéraux. Et, monsieur le président, quand je constate que ces mêmes libéraux veulent maintenant permettre à une compagnie de finance, que les Canadiens considèrent comme des requins de la finance, de se transformer en banque, cela m'ouvre les yeux. Cela désillusionne en tout cas un grand nombre de personnes qui montrent et qui prônent qu'une banque est beaucoup plus rentable et donne un meilleur rendement sur le capital que n'importe quel investissement qu'on pourrait faire dans une compagnie de finance. Monsieur le président, beaucoup de choses ont été écrites sur le système bancaire. J'ai étudié et j'ai lu les derniers travaux publiés lors de la dernière révision du système bancaire.

J'espère bien suivre de très près la nouvelle révision pour l'année 1977. Monsieur le président, une fois encore, on remarquera bien que les libéraux seront là, pas pour promouvoir la révision du système bancaire, mais pour protéger les demandes que les banques feront à l'occasion de cette révision, pour que ce soit en leur faveur. Monsieur le président, vis-à-vis de telles propositions, par rapport au bill S-30, je n'ai rien contre l'IAC, je n'ai rien contre son désir de devenir la Banque Continentale, c'est son libre choix. Nous vivons dans un monde démocratique, du moins pour ce que l'opposition en pense, monsieur le président, nous vivons dans un marché de libre concurrence. Je suis bien d'accord pour qu'elle ait pignon sur rue comme la Banque Royale du Canada, la Banque de Montréal, la Banque Canadienne Nationale et toute autre banque; je ne m'oppose pas à cela, mais je veux que le gouvernement comprenne qu'il ne nous fera pas avaler cela aussi facilement qu'il l'espère.

On ne devient pas une banque au Canada simplement en présentant un petit bill comme le bill S-30, parce qu'on est supposément des ignorants du système bancaire, parce que ce n'est que normal et bon pour la concurrence. Beaucoup trop de choses et de facteurs sont mis en cause, monsieur le président, par une telle proposition pour qu'on ferme les yeux et laisse aller les choses.

Monsieur le président, je pense qu'au nom des Canadiens, avant d'approuver le gouvernement, sous prétexte de concurrence, il faut dire les choses telles qu'elles sont. Il est fort ce gouvernement pour nous monter des bateaux et nous faire accroire des choses. Lorsqu'on est en voyage, par exemple, en délégation parlementaire, les libéraux se vantent au Canada: Nous, nous vivons en démocratie. Ils se servent alors des progressistes conservateurs, des néo-démocrates et des créditistes pour montrer que le Parlement canadien est une grande démocratie. Mais lorsqu'on est revenu au Canada, au Parlement, ils nous imposent l'article 75C et ils nous blâment de travailler. Monsieur le président, cela démontre à quel point le système est hypocrite.

Allons véritablement au fond des choses, et avant de donner un permis, un bout de papier contre certaines faveurs, j'imagine, au parti libéral, monsieur le président, servons les intérêts des Canadiens, allons au fond des choses et permettons que les Canadiens soient protégés dans le système bancaire. En d'autres mots, que le gouver-